Une contre-révolution moderne

Bernard E. Harcourt

Comment comprendre les assauts répétés de Donald Trump contre les institutions démocratiques et la société civile américaine ? Au delà du spectacle permanent entretenu par une personnalité hors-norme, il faut y voir, selon Bernard Harcourt, l'épisode le plus récent d'une « contre-révolution moderne », dont la matrice dans l'histoire des États-Unis est déjà ancienne.

Dans un tourbillon de décrets exécutifs et de déclarations d'urgence, le président Donald Trump s'est lancé à la hache contre l'État américain et l'ordre mondial. Il met en pièce des pans entiers de l'administration, ferme des agences, licencie des fonctionnaires fédéraux. Il expulse des résidents permanents pour des délits d'opinion protégés par le premier amendement, révoque les visas d'étudiants étrangers et expédie des immigrés à Guantánamo Bay et dans une prison géante au Salvador. Il a entrepris d'abolir le droit du sol et de priver de financement les universités de recherche. Chaque jour, il lance une nouvelle offensive – ou change brusquement de cap, déstabilisant ses détracteurs tout en brouillant sa piste.

Il reste extrêmement populaire auprès de sa base électorale, même si sa cote globale est tombée à des niveaux historiquement bas. Ses opposants, pourtant, hésitent encore sur la manière de l'attaquer. Ils le traitent de fasciste, d'autoritaire, de tyran, de kleptocrate à la main des milliardaires de la tech, d'escroc, d'imposteur issu de la téléréalité, d'incarnation de la

masculinité toxique, de brute. Mais aucune de ces étiquettes ne rend pleinement compte de l'ampleur ni de la cohérence de ce qui se joue aujourd'hui aux États-Unis. Ces diagnostics se concentrent trop sur une personnalité individuelle, tandis que celle-ci, en virtuose de l'illusion, s'applique à maintenir un public captivé par ce spectacle permanent pour faire diversion. Il faut replacer ces évolutions radicales dans une perspective plus profonde. Non seulement parce que beaucoup d'entre elles étaient déjà annoncées dans le « Project 2025 » – une feuille de route de 900 pages – mais aussi parce qu'ils s'inscrivent dans une dynamique mondiale qui a permis l'émergence de leaders d'extrême droite à travers le globe.

En réalité, l'administration Trump II représente *la phase de démolition de la dernière offensive d'une contre-révolution engagée depuis plusieurs décennies.* Le militant conservateur Christopher Rufo le reconnaît lui-même dans une récente interview au *New York Times* : *« Nous menons aujourd'hui une contre-révolution. Une révolution contre la révolution*[1]*. »* Dans les faits, les actes du président Trump au cours des cent premiers jours de son second mandat sont le dernier épisode d'une vaste et cohérente contre-révolution, dont la portée est à la fois historique et mondiale.

À cet égard, il faut absolument revenir à l'analyse de Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, où il expliquait que l'ascension de Louis-Napoléon n'était pas simplement une *« histoire de grand homme »*. Ce que Marx cherchait à démontrer, c'était, dans ses propres termes, *« comment la lutte des classes en France créa des circonstances et une situation telles qu'elle permit à un personnage médiocre et grotesque de faire figure de héros*[2] *»*. On a tendance à souligner l'humour de cette phrase, au détriment de sa portée conceptuelle. Mais l'enjeu est bien de concentrer notre diagnostic sur les conflits sociaux et les forces économiques plus larges qui sont le moteur de l'histoire à l'échelle mondiale et non sur la trajectoire d'un seul individu - même lorsqu'ils évoquent une médiocrité grotesque.

Il ne s'agit pas de minimiser l'extravagance ou la radicalité des numéros quotidiens du président Trump : ce que Marx appelait, à propos de Louis-Napoléon, *« faire tous les jours un coup d'État* en miniature[3] *»*. Mais plutôt que de se laisser hypnotiser par ces tours de passe-passe, il faut s'appliquer à

comprendre la stratégie d'ensemble qui les motive.

Les méthodes

Dans les premiers mois de son second mandat, le président Trump a déployé trois stratégies principales :

(1) *Désigner des ennemis intérieurs.* Avec un record de 143 décrets présidentiels signés au 6 mai 2025 – plus que tout autre président américain, y compris Franklin D. Roosevelt – Donald Trump a placé dans sa ligne de mire une série de cibles, qu'il a érigées en ennemis intérieurs : les bénéficiaires des politiques favorisant la diversité et l'inclusion, dites D.E.I (autant dire les personnes afro-américaines, hispaniques, handicapées ou transgenres), « l'idéologie du genre » (soit les personnes LGBTQ+), les défenseurs de la lutte contre le changement climatique (ou quiconque alimenterait supposément « l'anxiété climatique »), les immigrés et les étudiants étrangers, les grandes universités et centres de recherche, les fonctionnaires fédéraux, et toute personne ayant enquêté ou poursuivi Trump dans le passé.

Une méthode clé pour diaboliser ces ennemis intérieurs consiste à les désigner comme dangereux et à les priver de leur protection juridique. Trump a ainsi inscrit le groupe de narcotrafic Tren de Aragua sur la liste des organisations terroristes étrangères du département d'État, ce qui lui permet de désigner tout immigré vénézuélien comme un terroriste potentiel. Il a également invoqué la loi *Alien Enemies Act* de 1798 pour qualifier les immigrés vénézuéliens d'ennemis sociaux. Trump considère que la Cour pénale internationale de La Haye constitue *« une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis »* ; ce qui implique que ses employés américains peuvent faire l'objet de sanctions de la part de leur propre gouvernement. Enfin, son administration s'appuie sur le statut d'organisation terroriste du Hamas pour présenter toutes les personnes qui manifestent contre la guerre israélienne à Gaza comme des apologistes du terrorisme, alors même que leur liberté d'expression est protégée par le premier amendement.

Une autre manière de cibler ces ennemis internes supposés consiste à décréter des situations d'urgence circonscrites, en s'appuyant sur des textes comme l'*International Emergency Economic Powers Act*, le *National Emergencies Act* ou encore le *Alien Enemies Act* de 1798. Le président Trump a déjà proclamé une douzaine de telles situations d'urgence. L'une d'entre elles concerne la frontière sud des États-Unis, désormais sous surveillance militaire. Il a invoqué *« la menace extraordinaire posée par les étrangers illégaux et les drogues, y compris le fentanyl mortel »* comme justification pour imposer des droits de douane au Canada, à la Chine et au Mexique[4]. Il a également déclaré un état d'urgence en raison de *« la production, du transport, du raffinage et de la production énergétique insuffisants des États-Unis »*.

Le juriste nazi Carl Schmitt définissait le souverain comme *« celui qui décide de l'exception*[5] *»*. Plusieurs décennies plus tard, le philosophe Giorgio Agamben estimait que les sociétés occidentales étaient entrées dans *« un état d'exception permanent* [6] *»*. Mais Trump ne cherche pas à invoquer un état d'exception généralisé : il utilise plutôt ces états d'urgence dérisoires comme des procédés techniques pour étendre le pouvoir exécutif et diaboliser les ennemis internes. Ces procédés ne sont qu'un instrument parmi d'autres, permettant au président d'investir les zones grises du droit et d'en étirer les limites (comme dans les cas d'expulsion de résidents permanents, ou de la suppression de financements universitaires sous couvert du *« Title VI »* (dispositions anti-discrimination du Civil Rights Act de 1964)[7]. Michel Foucault parlait pour ces pratiques d' « illégalismes »[8]: elles créent un espace situé entre le légal et l'illégal, dans lequel c'est le rapport de force politique qui détermine ce qui est permis ou interdit.

(2) *Eliminer les ennemis intérieurs.* Dans un second temps, le président Trump s'emploie à éradiquer ou neutraliser ces ennemis perçus. Il coupe les programmes de D.E.I., non seulement au sein de l'administration fédérale, mais également dans le secteur privé[9]. Son administration cherche à mettre fin aux aides publiques pour les traitements de transition de genre, interdisant notamment leur remboursement pour les mineurs de moins de 19 ans[10]. Plus de 1 500 visas étudiants ont été révoqués dans plus d'une centaine d'établissements d'enseignement supérieur. Des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires fédéraux sont supprimés. Des étudiants internationaux et des résidents permanents ayant protesté contre la manière

dont Israël conduit la guerre à Gaza font l'objet de procédures de déportation. Le président Trump a promis d'envoyer 30 000 immigrés à Guantánamo. Des rafles d'immigrés sont organisées à l'échelle nationale ; certaines entraînent l'arrestation de centaines de personnes à la fois[11].

(3) *Gagner les cœurs et les esprits du peuple américain.* Chaque jour apporte un nouvel épisode spectaculaire de ce qui ressemble à une émission de téléréalité. Selon un article du *New York Times*, M. Trump aurait déclaré à ses conseillers, avant même son entrée en fonction en 2017, qu'ils devaient *« concevoir chaque journée présidentielle comme un épisode d'une série télévisée dans lequel il terrasse ses adversaires »*. Cette logique a été poussée à son paroxysme, notamment grâce à la révolution technologique. Elon Musk décrivait autrefois Twitter (avant son rachat) comme un point d'entrée dans l'inconscient collectif du peuple américain. Aujourd'hui, *Truth Social* et *X* offrent à Trump, ainsi qu'à Musk et d'autres figures du même ordre, un contact direct et permanent avec la libido nationale. Pour sa base électorale MAGA, cela constitue une source inépuisable de divertissement et de validation idéologique. Vers la fin de la scène d'attaque verbale menée contre le président Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale en février dernier, Trump a avoué: *« Ça va faire de la très bonne télé. »*

Ces trois stratégies imprègnent donc le second mandat du président Trump. Pour en saisir pleinement la portée, il convient de prendre du recul – conceptuellement, historiquement et contextuellement.

Un cadre de référence

Pour expliquer ce que j'entends par *la phase de démolition de la dernière offensive d'une contre-révolution engagée depuis plusieurs décennies,* revenons sur chacun de ces termes.

Premièrement, une « *contre-révolution* » est en cours depuis l'invention de la « *guerre moderne* » dans les années 1950 et 1960, par des commandants français, britanniques et américains lors des guerres d'indépendance en Algérie, en Indochine, en Malaisie, au Vietnam et dans d'autres anciennes colonies. Ces campagnes ont donné naissance à des logiques et à des stratégies propres à la guerre contre-insurrectionnelle – également désignées

sous les noms de guerre non conventionnelle, guerre antiguérilla ou, pour reprendre le terme français, *« guerre moderne »*. Ces logiques ont ensuite été importées et appliquées sur le territoire des métropoles.

La logique de la *« guerre moderne »* repose sur une vision singulière, essentiellement façonnée par la pensée de Mao selon laquelle la société se compose de trois groupes : une minorité révolutionnaire active, une large majorité de citoyens passifs susceptibles d'être influencés, et une petite minorité de contre-révolutionnaires. La stratégie consiste donc, en premier lieu, à recueillir une information totale sur la population afin d'identifier les ennemis internes ; en second lieu, à les neutraliser ; et enfin, à rallier la masse des indécis.

Ces stratégies furent d'abord déployées dans les colonies européennes et américaines au moment des guerres de décolonisation. Après le 11 septembre, les États-Unis les ont redéployées dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Sous la présidence de George W. Bush, elles se sont traduites par des simulacres d'exécutions, des procédés comme le *waterboarding*, et la détention indéfinie à Guantánamo ; sous Barack Obama, par des assassinats ciblés par drones, la surveillance généralisée de la population américaine et l'exécution sommaire d'un citoyen américain à l'étranger. Ces méthodes ont été perfectionnées par des généraux américains dans le cadre d'une stratégie contre-insurrectionnelle centrée sur la population, puis inculquée aux soldats qui à leur tour l'ont diffusé à l'ensemble de la population américaine.

Importer ces techniques contre-insurrectionnelles pour les appliquer à sa propre population relève d'une *contre-révolution*. Herbert Marcuse employait déjà ce terme dans son ouvrage *Contre-Révolution et Révolte*, en 1972, pour désigner la répression des manifestations contre la guerre du Vietnam à Kent State University et Jackson State College[12]. Dans la mesure où cette contre-révolution est, et demeure, un produit de la *guerre moderne* – par contraste avec les contre-révolutions antérieures qui visaient à restaurer la monarchie –, je propose de la qualifier de *contre-révolution moderne*.

Deuxièmement, l'administration Trump II constitue une *nouvelle offensive* de cette contre-révolution moderne, car il ne s'agit pas d'un phénomène inédit, mais bien de la reprise d'un processus déjà entamé sur le sol américain. Il y eut des offensives antérieures, notamment avant le 11 septembre, avec la « révolution conservatrice » de Ronald Reagan et sa guerre contre l'État

administratif dans les années 1980 ; ou encore, dans une période antérieure, la répression par Richard Nixon des militants noirs et anti-Vietnam, le programme COINTELPRO de J. Edgar Hoover, ou la chasse aux communistes de l'ère McCarthy.

J'ai décrit ce nouvel assaut dans un ouvrage intitulé *The Counterrevolution: How Our Government Went to War Against Its Own Citizens*, publié en février 2018 sous le premier mandat de Trump. J'y soutenais qu'il injectait dans le paradigme de la guerre contre-insurrectionnelle une forme de populisme nationaliste blanc, visant en particulier les musulmans américains, les immigrés d'Amérique latine et les manifestants du mouvement Black Lives Matter[13]. Ce processus a culminé durant les manifestations qui ont suivi la mort de George Floyd à l'été 2020, lorsque le président Trump a déployé la 82e division aéroportée dans Washington D.C., et mobilisé la police militaire ainsi qu'un hélicoptère Black Hawk de l'armée comme si le lieu était, selon les termes du secrétaire à la Défense Mark Esper, un *« champ de bataille à maitriser »*. La police militaire a alors dispersé des manifestants pacifiques à coups de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc, donnant ainsi l'occasion au président Trump de parader avec Mark Esper et son général le plus haut gradé, Mark A. Milley (en tenue de combat intégrale), pour finir par une séance photo notoire du président, Bible en main, devant une église.

Troisièmement, j'emploie le terme de *phase de démolition* dans cette offensive, car le président Trump s'attaque désormais à la structure même de l'État fédéral. Tel un promoteur immobilier engagé dans un chantier de rénovation lourde, il s'attaque au bulldozer à l'architecture fédérale. Il réduit drastiquement les effectifs de la fonction publique, ferme des administrations entières (comme l'Agence des États-Unis pour le développement international, USAID, ou le Département de l'éducation), limoge les inspecteurs généraux de 17 agences différentes[14] et prend le contrôle d'organismes censés être indépendants[15]. Elon Musk et le nouveau *Department of Government Efficiency* (DOGE) annoncent des coupes de 150 milliards de dollars dans le budget fédéral (d'ici la fin de l'année fiscale en septembre 2026), tout en licenciant des milliers d'autres fonctionnaires. Le

président Trump est bien en train de démolir l'État administratif, à une vitesse record.

Les objectifs

De manière unilatérale, au sens propre puisqu'il le fait en signant de sa main un nombre record de décrets, le président est en train de créer une présidence impériale sans contre-pouvoirs ni mécanismes de régulation. Bien que le parti républicain contrôle les deux chambres du Congrès et lui ait juré fidélité, le président Trump cherche autant que possible à faire cavalier seul contournant le pouvoir législatif. Ayant sécurisé une super-majorité conservatrice à la Cour suprême, il se conforme pour l'essentiel aux décisions des juridictions fédérales inférieures – convaincu que le pouvoir de « *judicial review* » (contrôle constitutionnel) de la Cour suprême finira par lui donner raison (ce qu'elle a déjà fait à plusieurs reprises).

Ce projet radical ne vise pas à supprimer le gouvernement fédéral ou à déléguer tout le pouvoir aux États fédérés. Ce n'est pas une question de « *states' rights* « (droits des États) : le président Trump est prêt à exercer le pouvoir fédéral dès qu'il est en désaccord avec une politique locale. Il cherche plutôt à faire de l'État fédéral un instrument plus agile mais plus coercitif, usant principalement du pouvoir de police : contrôle des frontières, expulsions massives, interdiction des politiques D.E.I. et de la prétendue « idéologie du genre », régulation de l'usage des toilettes publiques, imposition de sanctions économiques et douanières, supervision des universités et des cabinets d'avocats. Dans le seul domaine de l'immigration, l'administration Trump a proposé, selon le *New York Times*, « *une augmentation des dépenses de détention des migrants équivalente à plus de six fois les niveaux actuels*[16] ». Il s'agit donc de promouvoir un État fédéral policier suractif et interventionniste.

Le président Trump utilise également le pouvoir fédéral pour accélérer la privatisation de l'économie américaine. Ronald Reagan avait déjà amorcé une vague de privatisations et de « re-régulations » (souvent qualifiées à tort

de « dérégulation »). À l'époque déjà, certains dénonçaient des politiques « néolibérales » – mais aujourd'hui, il s'agirait d'un néo-libéralisme complètement dopé, qui renoue avec des formes anciennes de corporatisme. Des agences publiques comme la NASA sous-traitent leurs missions à des entreprises privées telles que SpaceX, générant de gigantesques profits pour des milliardaires de la tech. Pendant la pandémie de COVID-19, l'opération « Warp Speed » a permis au gouvernement fédéral d'injecter des milliards de dollars dans les groupes Johnson & Johnson, AstraZeneca, Moderna, Novavax, Sanofi ou GlaxoSmithKline. Ces partenariats dits « public-privé », financés par l'impôt fédéral, servent désormais de modèle pour l'attribution de subvention pour la recherche et le développement dans divers secteurs industriels. Ce modèle rappelle celui du Troisième Reich, qui s'appuyait sur de puissants consortiums privés comme I.G. Farben, Krupp ou Bosch. Parallèlement, les financements fédéraux destinés aux associations à but non lucratif et à la recherche universitaire s'évaporent. Mais qu'on ne s'y trompe pas : c'est bien une vision de l'État fort qui est ici à l'œuvre.

Une contre-révolution moderne

Nous assistons ainsi à une contre-révolution moderne dans la mesure où celle-ci repose, premièrement, sur la logique et les stratégies brutales de la *guerre moderne* ; deuxièmement, sur la concentration du pouvoir exécutif entre les mains de l'équivalent fonctionnel d'un monarque absolu, tout en cherchant à revenir sur les valeurs universelles qui ont présidé à la fondation des États-Unis en 1776 ou à leur refondation en 1866 ; troisièmement, sur le démantèlement de l'État administratif américain tel qu'il s'est constitué depuis le New Deal, conçu pour protéger les classes moyennes et les plus défavorisés ; et quatrièmement, sur une contre-révolution préventive et anticipatrice, selon le cadre analytique élaboré par l'historien Arno Mayer pour étudier les dynamiques contre-révolutionnaires.

Certes, un désaccord profond subsiste quant à *l'existence même* d'une révolution véritable à laquelle s'opposerait une telle réaction. Pour des figures comme Christopher Rufo ou Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump, l'ouverture des frontières, l'« immigration incontrôlée », la

transformation de la famille nucléaire, la théorie critique de la race et les études de genre seraient les signes d'une emprise révolutionnaire du « wokisme ». Cependant, pour beaucoup d'autres, tout cela relève plutôt d'une évolution que d'une révolution à proprement parler.

En 1972 déjà, Herbert Marcuse affirmait à propos de la répression policière des manifestations contre la guerre du Vietnam : *« La contre-révolution est largement préventive en général ; dans le monde occidental, elle l'est exclusivement. Il n'y a pas ici de révolution récente à détruire, aucune non plus en perspective*[17] ». De la même manière, je ne vois pour ma part aucune révolution véritable, ni dans l'histoire récente, ni même en train de prendre forme. D'autant moins que tant de transformations majeures amorcées depuis les années 1960 ont pu se défaire si aisément : le droit à l'avortement entériné par l'arrêt *Roe v. Wade* e été révoqué ; les programmes favorisant la diversité, l'équité et l'inclusion (D.E.I.) ont été démantelés ; les protections des personnes transgenres supprimées. Quoi qu'il en soit, l'assaut mené par le président Trump contre ces avancées s'inscrit bien dans le cadre de la « contre-révolution moderne ».

Les forces motrices

Il s'agit d'une vaste offensive, et ce sont des dynamiques géopolitiques, macroéconomiques, sociales, technologiques, démographiques et culturelles plus larges qui expliquent l'ascension de Donald Trump et celle de dirigeants partageant sa vision à travers le monde.

Partout sur la planète, les transformations géopolitiques et macroéconomiques – mondialisation, financiarisation, effets du changement climatique, essor des technologies numériques, des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle – ont alimenté des attaques virulentes contre les immigrés. Aux États-Unis comme en Europe de l'Ouest, le discours anti-immigration est devenu central dans les programmes populistes nationalistes, qui prônent la défense des frontières nationales et l'amélioration du sort des populations locales : *« America First », « La France aux Français », « Zeit für Deutschland »,* le *Brexit*, et ainsi de suite.

Le graphique Lakner - Milanovic – également connu sous le nom de « courbe de l'éléphant »[18] – représente l'évolution des revenus mondiaux par percentile entre 1988 et 2008. De nombreux économistes, dont Paul Krugman, y voient la preuve des effets délétères de la mondialisation sur les classes populaires et moyennes des pays occidentaux. Des recherches non partisanes, à l'instar de celles du Pew Research Center, confirment que l'écart de richesse entre familles les plus riches et familles les plus pauvres aux États-Unis a plus que doublé entre 1989 et 2016[19]. Sur la plupart des indicateurs, les classes moyennes américaines sont aujourd'hui en plus mauvaise posture qu'avant la Grande Récession de 2008 ; seules les couches les plus aisées de la société ont, depuis, nettement prospéré.

Or douze des seize dernières années se sont déroulées sous des présidences démocrates – ce qui signifie que les inégalités ont principalement crû sous la direction d'un Parti démocrate qui, depuis Bill Clinton, a adopté une ligne néolibérale et tenu à distance les figures plus progressistes comme Bernie Sanders. La mondialisation a également contribué à l'érosion des systèmes bipartisans dans de nombreux pays, rendant les gouvernements frileux à l'idée de mettre en œuvre des politiques de redistribution, ce qui nourrit en retour le national-populisme.

Selon les projections du Bureau du recensement américain, d'ici 2050, les personnes non blanches seront plus nombreuses que les Blancs non hispaniques aux États-Unis[20]. Ces évolutions – ou du moins les perceptions qu'en ont certains – alimentent le mouvement MAGA, dont les adhérents sont, à plus de 60 %, blancs, chrétiens, masculins, retraités, et âgés de plus de 65 ans[21]. Le sentiment de stagnation sociale, conjugué à l'inflation, nourrit au sein de ce mouvement un ensemble de croyances haineuses. La théorie du « grand remplacement » : les Blancs seraient voués à être remplacés par des immigrés et des travailleurs étrangers. L'idée d'une « invasion criminelle » : les immigrés seraient des criminels, submergeant le pays, qu'il faudrait enfermer. Et selon les courants radicaux d'exclusion des personnes trans, les personnes transgenres, et en particulier les femmes trans, représenteraient une menace existentielle pour la famille, la reproduction sociale et la civilisation elle-même.

Les mutations culturelles jouent également un rôle central, comme Stuart Hall l'avait montré dans ses analyses du thatchérisme au tournant des années

1980[22]. Fox News façonne la manière dont les Américains perçoivent leur réalité politique, tout comme les réseaux sociaux, notamment *Truth Social* et *X*, désormais sous le contrôle de l'extrême droite. Ce phénomène vaut également pour d'autres pays, avec des magnats des médias comme Vincent Bolloré en France, Rupert Murdoch ailleurs. La propagande politique a désormais une portée mondiale, et l'information, qui circule à une vitesse exponentielle, est quasi impossible à contenir.

Le national-populisme est aujourd'hui au cœur de la contre-révolution américaine moderne, comme il l'est en France ou en Allemagne. C'est le dogme central de la majorité des membres du mouvement MAGA, y compris de ses figures idéologiques telles que Stephen Miller, directeur adjoint de la politique à la Maison-Blanche, ou Steve Bannon, qui dirigait *Breitbart News*. Dans une interview récente, Bannon a rappelé combien il avait cherché à peser en faveur de Donald Trump, et comment ce dernier lui avait rendu la pareille, en donnant corps à sa propre version du national-populisme et du patriotisme.

Mais si Bannon a souvent affirmé vouloir « faire payer les riches »[23], soutenu des hausses d'impôts pour les plus aisés et les entreprises, et décrit les milliardaires de la tech comme des « techno-féodalistes »[24], Donald Trump, lui, s'est allié aux grands magnats. Parmi eux figurent les milliardaires de la tech présents à sa seconde investiture, mais aussi un autre cercle de donateurs et de bienfaiteurs comme Timothy Mellon, Miriam Adelson ou Linda McMahon, sans oublier les élites républicaines traditionnelles qui, après l'avoir combattu, ont fini par se rallier à lui[25]. Ces ultra-riches – que l'on qualifierait d'« oligarques » en Russie – ont parfaitement compris l'intérêt qu'ils avaient au démantèlement de l'État fédéral.

Donald Trump réussit également à rallier à lui des populations rurales qui se voient comme l'antithèse des élites et habitants urbaines, qu'elles accusent d'avoir trahi les valeurs familiales. Il séduit aussi les évangéliques, les électeurs de la majorité morale, et les nationalistes blancs (comme l'a illustré le rassemblement « *Unite the Right* » à Charlottesville en 2017). Et désormais des pans croissants de l'électorat masculin noir et latino, qui se détournent du Parti démocrate.

Le résultat est une coalition inattendue d'alliés improbables. Aujourd'hui, tant les milliardaires que la base MAGA souhaitent démanteler l'État fédéral

régulateur tel que nous le connaissons, et le remplacer par un État policier plus agile, axé sur les dépenses militaires et policières, et la défense de la famille traditionnelle, des croyances conservatrices, des frontières et des tarifs douaniers.

Engels affirmait qu'une révolution exigeait de l'audace : « *Comme disait Danton, le plus grand maître de la politique révolutionnaire : de l'audace, de l'audace, encore de l'audace !* [26] » Cette maxime vaut aussi pour les contre-révolutions modernes. L'« audace de l'espoir » prônée en son temps par Barack Obama semble bien pâle comparée à ce que Donald Trump a accompli en cent jours.

La révolte

Donald Trump parviendra-t-il, au cours des quatre prochaines années, à restructurer si profondément l'État fédéral américain que ce moment politique constituera un véritable tournant historique, à l'image du New Deal ? Si tel est le cas, nous devrons nous préparer à vivre dans un pays fondamentalement différent – et sur une planète elle aussi transformée. Ce nouveau mode de gouvernement va de pair avec le déni du changement climatique, et il est difficile d'imaginer que le reste du monde puisse contenir efficacement le réchauffement sans la participation active des États-Unis. Dans son ouvrage *Moins ! La décroissance est une philosophie*, Kohei Saito met en garde contre deux dérives possibles : un « fascisme climatique » (inégalités extrêmes et pouvoir étatique fort) ou une « barbarie climatique » (inégalités extrêmes et pouvoir étatique faible).

Mais une réaction de rejet pourrait également susciter un retour de balancier en faveur de l'État administratif, voire au-delà, vers une forme de collectivisme égalitaire ou de coopération renforcée[27]. Compte tenu du caractère inéluctable du changement climatique, Saito évoque aussi l'hypothèse d'un « maoïsme climatique » (égalité et État fort), et plaide pour une quatrième voie : un « communisme de la décroissance » (égalité via des dispositifs coopératifs et mutualistes). Mais ces futurs alternatifs supposent l'émergence d'un véritable mouvement social coordonné.

Or, aux États-Unis, les démocrates semblent jusqu'ici avoir adopté, pour reprendre la métaphore du stratège James Carville, une stratégie de la feinte (*rope-a-dope)* à la Muhammad Ali. Ou même, selon Carville, « se coucher et faire le mort » : « *Laisser les républicains s'effondrer sous leur propre poids et faire en sorte que les Américains regrettent notre absence.* »

Le seul contre-pouvoir effectif aux États-Unis semble, à ce stade, être constitué des tribunaux fédéraux de première instance, qui ont temporairement suspendu plus d'une douzaine de décrets présidentiels. Ces juridictions ont jusqu'ici réussi à entraver ou retarder la phase de démolition de l'État fédéral. Reste à savoir combien de temps l'exécutif acceptera encore de se conformer à ces injonctions. La crise constitutionnelle redoutée par de nombreux juristes est peut-être plus proche qu'on ne le pense. L'administration Trump défie déjà certaines décisions judiciaires, notamment dans des affaires d'expulsion. Le vice-président Vance a donné le conseil suivant au président Trump : « *si la Cour te bloque, tiens-toi devant le pays, à l'instar d'Andrew Jackson, et déclare : "Le président de la Cour suprême a rendu sa décision. Qu'il vienne maintenant l'appliquer."*[28] »

Pour l'heure néanmoins, la multiplication des litiges alimente une résistance croissante. Des acclamations ont éclaté sur les campus à travers le pays lorsque l'université Harvard a refusé de se soumettre à une injonction du gouvernement Trump exigeant un audit de ses départements académiques, préférant porter l'affaire devant les tribunaux. De grandes manifestations sont désormais organisées à travers le pays.

Mobiliser le cadre d'analyse de la « contre-révolution moderne » doit permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives pour penser les formes de résistance et de révolte. Il existe, après tout, une longue tradition de résistance aux forces contre-révolutionnaires. Il y a de multiples façons de se révolter, nous rappelle Marcuse dès le titre même de son livre *Contre-révolution et révolte*. Et l'histoire montre que lorsque les peuples restent fidèles à leurs valeurs, les contre-révolutions sont rarement réussies.

Cet essai a été publié pour la première fois dans les pages de *the ideas letter,* le 1er mai 2025. Le texte a été traduit de l'anglais par Leonard Castritius.

1. Voir, "The Conservative Activist Pushing Trump to Attack US Colleges", *The Daily*, 11 avril 2025.

2. Karl Marx, « Préface de l'auteur à la deuxième édition allemande (1869) », dans *Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte [1852]*, trad. Grégoire Chamayou, Paris, Flammarion, 2007, p. 9.

3. *Ibid*., p. 120.

4. Voir, "President Donald J. Trump imposes tariffs on imports from Canada, Mexico and China", *The White House*, 1er février 2025.

5. Carl Schmitt, *Political Theology: Four Chapters on the Concept of Sovereignty*, trans. George Schwab, Cambridge, MIT Press, 1985, p. 5.

6. Giorgio Agamben, *State of Exception*, trans. Kevin Attell, Chicago, University of Chicago, 2005, p. 87.

7. Dans *The Counterrevolution: How Our Government Went to War Against Its Own Citizens*, Basic Books, 2018, au chapitre 12, je soutiens qu'il s'agit d'un état de légalité et non d'un état d'exception.

8. Foucault Michel, La société punitive: cours au Collège de France, 1972-1973, Paris, EHESS Gallimard Seuil (coll. « Hautes études »), 2013.

9. Voir "France accuses US diplomats of meddling with a 'diktat' about Trump's DEI policies [en ligne]", *The Associated Press*, 30 mars 2025

10. Voir Alejandra O'Connell-Domenech, "CMS tells states Medicaid funds cannot be used for gender-affirming care", *The Hill*, 11 avril 2025.

11. Voir Ana Faguy, "Mass arrests in nationwide US immigration crackdown [en ligne]", *BBC News*, 27 janvier 2025.

12. Herbert Marcuse, *Contre-Révolution et Révolte*, trad. Didier Coste, Paris, Seuil, 1973, p. 1.

13. Voir Bernard Harcourt, "How Trump Fuels the Fascist Right [en ligne]", *The New York Review*, 29 novembre 2018.

14. Danielle Caputo, "The Significance of Firing Inspectors General: Explained [en ligne]", *Campaign Legal Center*, 31 janvier 2025.

15. Voir, "Fact Sheet: President Donald J. Trump Reins in Independent Agencies to Restore a Government that Answers to the American People [en ligne]", *The White House*, 18 février 2025.

16. Voir Allison McCann, Alexandra Berzon et Hamed Aleaziz, "Trump Administration Aims to Spend $45 Billion to Expand Immigrant Detention [en ligne]", *The New York Times*, 7 avril 2025.

17. Herbert Marcuse, *Contre-Révolution et Révolte*, trad. Didier Coste, Paris, Seuil, 1973, p.10.

18. Voir Dyllan Matthews, "The global top 1 percent earned twice as much as the bottom 50 percent in recent years [en ligne]", *Vox*, 2 février 2018.

19. Voir Juliana Horowitz, Ruth Igielnik et Tanya Arditi, *Most Americans Say There Is Too Much Economic Inequality in the U.S., but Fewer Than Half Call It a Top Priority [en ligne]*, Washington D.C., Pew Research Center, 2020.

20. Voir, "2023 National Population Projections Tables: Main Series [en ligne] ", *United States Census Bureau*, février 2025

21. Voir Rachel M. Blum et Christopher S. Parker, *Demographics & Group Affinities* [en ligne], Panel Study of the MAGA Movement (PSMM), décembre 2021.

22. Voir Stuart Hall, *Cultural Studies 1983: A Theoretical History*, Durham, Duke University Press, 2016, p. 23.

23. Voir Ross Douthat, "Steve Bannon on 'Broligarchs' vs. Populism [en ligne]", *The New York Times*, 31 janvier 2025.

24. Voir Dominick Mastrangelo, “Bannon on Musk, Zuckerberg: ‘We’ll break these guys eventually’ [en ligne]”, *The Hill*, 20 janvier 2025.

25. Voir Leo Kamin, “Here Are Trump’s Top Billionaire Donors [en ligne]”, *Forbes*, 14 août 2024.

26. Friedrich Engels, *Revolution and Counter-Revolution in Germany*, in MECW Vol. 11, p. 86.

27. Bernard E. Harcourt, *Cooperation: a political, economic, and social theory*, New York, Columbia University Press, 2024.

28. Voir Ian Ward, “There’s No Need to Guess. JD Vance Is Ready to Ignore the Courts. [en ligne]”, *POLITICO*, 11 février 2025.